



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BORDEAUX METROPOLE - BEGLES

ESP CHARLES DE GAULLE
33000 Bordeaux

Références : 2026_UD33_CRA_88
Code AIOT : 0100023390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement BORDEAUX METROPOLE - BEGLES implanté Rue Gustave Eiffel 33130 Bègles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORDEAUX METROPOLE - BEGLES
- Rue Gustave Eiffel 33130 Bègles
- Code AIOT : 0100023390
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station service a déclaré son activité, le 7 mars 1993.

Sur site, la station service est équipée de 3 pistolets qui distribuent 2 types de carburants, à savoir du gazole et du sans plomb 95.

En outre, le site possède une cuve de stockage enterrée pour le sans plomb 95, et deux cuves enterrées pour le gazole.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté :

- qu'il manquait une pelle dans un des bacs de produits absorbants ;
- qu'un flexible d'une pompe de distribution de gazole était trop long et traînait par terre.

Par courriel du 4/02/2026, l'exploitant nous a indiqué que la commande pour remplacer le flexible trop long susvisé a été faite, ainsi que la commande d'une nouvelle pelle pour le bac à absorbant. L'exploitant devra transmettre, sous 3 mois, à l'inspection des installations classées, les justificatifs du remplacement du flexible trop long ainsi que de la mise en place d'une pelle dans le bac à absorbant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
3	Propreté	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.4.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Amende	15 jours
5	Contrôles des circuits	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 7.2.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Curage séparateur-décanteur	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Zone de dépotage - disposition des tuyaux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.	Susceptible de suites	Sans objet
8	Rétention - stockage ADBlue	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, Point 2.9	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de la station service exploitée par Bordeaux Métropole à Bègles, a mis en évidence que le site ne dispose toujours pas, dans le cadre de sa station service en libre service, de dispositifs de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7/08/2023 n'est donc pas respecté. L'exploitant a prévu de mettre en conformité l'installation sur ce point pour le 6 février 2026. Néanmoins, un projet d'arrêté préfectoral d'amende administrative est proposé par l'inspection des installations classées, à Monsieur le Préfet. Un courrier à Monsieur le procureur de la république a également été envoyé pour l'informer de la situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme</p>

agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Constats effectués lors de l'inspection précédente du 27/06/2023 :

L'inspection des installations classées a constaté, le 27/06/2023, que le dernier contrôle périodique, de la station service, réalisé par la société TOKHEIM SERVICE GROUP datait du 3 juin 2020. La société TOKHEIM SERVICES GROUP n'avait pas relevé de non-conformités majeurs (NCM).

Toutefois, le rapport indiquait 7 autres non-conformités. L'exploitant n'a pas apporté d'éléments attestant de leurs résorptions.

L'inspection des installations classées demandait donc à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires afin de résorber l'ensemble des autres non-conformités indiquées dans le rapport d'intervention de TOKHEIM SERVICES GROUP et de transmettre ces éléments à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois.

Constats effectués lors de l'inspection du 03/02/2026 :

Lors de l'inspection du 3 février 2026, l'inspection des installations classées a constaté qu'un nouveau contrôle périodique a été réalisé, par la société TOKHEIM SERVICE GROUP, le 22/11/2023. Le rapport de ce contrôle daté du 18/01/2024, a mis en évidence :

- 3 non conformités majeures ;
- 6 autres non conformités.

Un nouveau rapport de contrôle périodique, daté du 28/01/2025, a mis en évidence que les 3 non conformités majeures susvisées ont été soldées.

Lors de l'inspection du 3/02/2026, l'inspection des installations classées a constaté que la plupart des autres non conformités n'ont pas été soldées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de résorber l'ensemble des non conformités indiquées dans le rapport d'intervention de TOKHEIM SERVICES GROUPE du 18/01/2024 et transmet ces éléments à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats effectués lors de l'inspection du 27/06/2023 :</p> <p>Lors de l'inspection du 27/06/2023, l'inspection des installations classées a constaté que le rapport des installations électriques, en date du 23 juin 2023, de la société Bureau VERITAS Exploitant SAS indique une anomalie concernant la station service, et qu'à ce stade, l'inspection n'avait pas d'éléments indiquant que cette anomalie est corrigée.</p> <p>L'inspection des installations classées a également constaté que le rapport des installations électriques ne mentionnait pas si le bouton d'arrêt d'urgence a été ou non testé.</p> <p>L'inspection des installations classées demandait à l'exploitant, d'une part, de fournir les éléments attestant que l'anomalie indiquée dans le rapport des installations électriques a été corrigée et, d'autre part, de fournir les éléments concernant le teste du bouton d'arrêt d'urgence de la station service.</p> <p>Constats effectués lors de l'inspection du 03/02/2026 :</p> <p>Lors de l'inspection du 3/02/2026, l'inspection des installations a classées a constaté que le bouton d'arrêt d'urgence de la station service avait notamment été testé le 16/01/2026, par l'exploitant. Ce test s'est révélé concluant.</p> <p>Lors de l'inspection du 3/02/2026, l'inspection des installations classées a vérifié le dernier rapport de contrôle des installations électriques daté du 24 janvier 2025. Ce rapport indiquait que l'installation ne présentait pas de non conformités, mais que certains documents étaient absents. Un nouveau contrôle des installations électriques a été réalisé le 30/01/2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de fournir le dernier rapport de contrôle des installations électriques effectué le 30/01/2026, sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats effectués lors de l'inspection précédente du 27/06/2023 : Lors de l'inspection du 27/06/2023, l'inspection des installations classées a constaté que la station service présentait des traces importantes d'hydrocarbures, notamment à proximité de l'ensemble de mesurage routier (pompe) à gazole. L'inspection des installations classées demandait donc à l'exploitant de procéder au nettoyage de la station service et de transmettre à l'inspection des installations classées, les éléments l'attestant.</p> <p>Constats effectués lors de l'inspection du 03/02/2026 : Lors de cette inspection, l'inspection des installations classées a constaté de nombreuses traces d'hydrocarbures au niveau d'une pompe de distribution de carburant. L'exploitant nous a indiqué qu'une fuite d'hydrocarbures sur cette pompe avait eu lieu et avait été réparée. Cependant, les hydrocarbures qui se sont déversés lors de cette fuite n'ont pas été nettoyés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède, sous 3 mois maximum, au nettoyage des hydrocarbures présents au sol de la station service et notamment au niveau de la pompe où il y a eu une fuite et transmet à l'inspection des installations classées, les éléments l'attestant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Dispositifs de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...], - d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.

<p>Constats :</p> <p>Constats effectués lors de l'inspection précédente du 27/06/2023 :</p> <p>L'inspection des installations classées indiquait, dans son rapport d'inspection faisant suite à cette inspection, que <i>"d'après les informations fournies par l'exploitant, la station service fonctionne en mode libre service sans surveillance quasiment 24h/24h du lundi au vendredi et quelques fois le samedi. En effet, l'exploitant a indiqué que les horaires sont de 5h du matin à environ 19h pour une partie du personnel utilisant les véhicules de Bordeaux Métropole et pour les éboueurs de nuit de 20h à 2h du matin. Sachant que d'après le relevé d'utilisation des cartes carburants, des chauffeurs peuvent se servir en dehors de ces plages horaires (4h35 par exemple). En outre, lors de la visite d'inspection du 27 juin 2023, la personne en charge de la surveillance de l'installation, qui n'est pas présente sur site, a indiqué qu'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation, est présent sur site afin de la joindre durant ses heures de présence au travail. Toutefois, l'inspection a testé les deux boutons présents sur site accompagnée d'un membre du personnel présent sur site. Il s'avère que l'un des boutons nous a mis en relation avec la personne en charge de la station de lavage et non la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation et l'autre bouton était inopérant. Par conséquent, il apparaît que l'exploitant ne dispose pas, dans le cadre de sa station en libre service, de dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation."</i></p> <p>Ce point a fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Ce projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 7/08/2023.</p> <p>Constats effectués lors de l'inspection du 3/02/2026 :</p> <p>Lors de l'inspection du 3/02/2026, l'inspection des installations a constaté que les deux interphones permettant les appels d'urgence sonnaient dans le vide sans que personne ne réponde. Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué, par mail, à l'inspection des installations classées, que cette non conformité serait réglée pour le 6 février 2026.</p> <p>Cette non-conformité faisant déjà l'objet d'une mise en demeure, elle constitue un délit. Un projet d'arrêté préfectoral d'amende est proposé à la signature de Monsieur Le Préfet. Un courrier est également adressé à Madame La procureure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer, sous 15 jours maximum, dans le cadre de sa station-service en libre service, d'au moins un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Amende</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Contrôles des circuits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des circuits
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation.

- présentation des registres de déclaration d'élimination des déchets et des bordereaux de suivi.

Constats :

Constats effectués lors de l'inspection précédente du 27/06/2023 :

Lors de l'inspection, du 27/06/2023, l'inspection des installations classées précisait :

- que l'exploitant a transmis, par mail du 30 juin 2023, un bordereau de suivi de déchets en date du 14 février 2020, concernant le curage du séparateur d'hydrocarbures ;
- que l'exploitant a indiqué ne pas disposer de registre des déchets.

L'inspection des installations classées a donc demandé, à l'exploitant, afin de mettre en place son registre des déchets dangereux, de prendre les dispositions afin d'utiliser l'application "Track déchets" et de renseigner celle-ci.

Constats effectués lors de l'inspection du 3/02/2026 :

Lors de cette inspection, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets tenu à jour ;
- l'exploitant utilise dorénavant "Track déchets". Néanmoins, sur les bordereaux d'élimination de déchets, ne figurent pas le nom de l'éliminateur final, la quantité de déchets éliminés ainsi que la signature de l'éliminateur final.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de faire compléter les bordeaux de suivi de déchets par :

- le nom de l'éliminateur final ;
- la quantité de déchets éliminés ;
- la signature de l'éliminateur final.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Curage séparateur-décanteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.

Thème(s) : Risques chroniques, Curage séparateur-décanteur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats effectués lors de l'inspection précédente du 27/06/2023 : L'inspection des installations classées a constaté le 27/06/2023 que d'après les éléments transmis, le dernier curage du séparateur-décanteur date du 14 février 2020, et qu'un des avaloirs présente des traces d'irisations. L'inspection des installations classées précisait donc que l'exploitant n'a pas procédé au curage du séparateur-décanteur tous les ans "a minima". L'inspection des installations classées demandait donc, à l'exploitant, de procéder rapidement au curage du séparateur-décanteur et de mettre en place les dispositions nécessaires afin que ce curage soit réalisé "a minima" tous les ans. L'inspection des installations classées demandait également à l'exploitant de lui indiquer le réseau de récupération menant au séparateur-décanteur.</p> <p>Constats effectués lors de l'inspection du 3/02/2026 : Lors de l'inspection du 3/02/2026, l'inspection des installations classées a constaté : - que le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures est effectué au moins tous les ans d'après le registre de l'exploitant ; - que le plan du réseau de récupération menant au séparateur d'hydrocarbures est disponible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Zone de dépotage - disposition des tuyaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Zone de dépotage - disposition des tuyaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.</p>
<p>Constats :</p>

Constats effectués lors de l'inspection du 27/06/2023 :

Lors de la visite d'inspection du 27 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté :

- que la bouche d'alimentation pour la cuve de gasoil était déportée ;
- qu'entre la bouche d'entrée pour le chargement du gazole et la cuve de stockage de gazole, il y a deux réservoirs contenus dans une boîte en métal fermée par un cadenas ;

De plus, l'inspection n'a pas été en capacité d'identifier clairement les différentes bouches de dépotage pour les 3 carburants cités par l'exploitant (Gazole, GNR et Sans plomb 95).

L'inspection des installations classées demandait donc à l'exploitant de lui préciser, avec un schéma, où se trouve la bouche d'alimentation pour le gazole non routier et les autres carburants. Elle demandait également à l'exploitant d'expliciter le système concernant la bouche d'alimentation de la cuve de stockage pour le gazole déportée et l'utilité des deux petits réservoirs en amont de la cuve de stockage de gazole.

Constats effectués lors de l'inspection du 3/02/2026 :

Lors de l'inspection du 3/02/2026, l'inspection des installations classées a pu constater que la station service ne distribue plus de GNR. Elle dispose dorénavant de deux cuves de gazole et d'une cuve de sans plomb 95.

L'exploitant dispose d'un schéma avec l'aire de dépotage des deux carburants. Les bouches de dépotage sont apparentes et ont été vues lors de l'inspection.

L'exploitant a indiqué qu'il n'y a plus de petits réservoirs en amont des cuves de gazole.

L'exploitant a indiqué, à l'exploitant, qu'après dépotage du gasoil, celui-ci est additivé avant d'être acheminé aux cuves de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétention - stockage ADBlue

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I, Point 2.9

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention - stockage ADBlue

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.

Constats :**Constats effectués lors de l'inspection précédente du 27/06/2023 :**

Lors de l'inspection du 27/06/2023, l'inspection des installations classées a constaté :

- que l'exploitant dispose d'un distributeur de produit ADBlue pour ses camions qui est à

proximité de la station service ;

- que le distributeur qui contient une cuve de stockage pour le produit ADBLue n'était, à priori, pas équipé d'une capacité de rétention, et se situe en dehors de l'aire de distribution de carburant de la station service ;

- que d'après les informations des fiches de données de sécurité en possession de l'inspection des installations classées, le produit ADBLUE requière quelques précautions pour la protection de l'environnement et qu'il convient d'éviter tout écoulement et tout contact avec le sol, les cours d'eau, les égouts et conduits d'évacuation.

L'inspection des installations classées demandait donc, à l'exploitant :

- de transmettre la fiche de données de sécurité du produit ADBLue qui est présent sur son site.
- d'apporter les éléments attestant que la cuve d'ADBlue est équipée d'une capacité de rétention ou, le cas échéant, équipe la cuve de stockage d'une capacité de rétention ;
- que le distributeur d'ADBlue soit situé dans la zone équipée pour le stockage, ou la manipulation, des matières dangereuses.

Constats effectués le 3/02/2026 :

Lors de l'inspection du 3/02/2026, l'inspection des installations a pu constater :

- que l'exploitant dispose d'une fiche de donnée de sécurité du produit ADBLue précisant que ce produit n'a pas de mentions de dangers ;
- que la cuve d'ADBlue est récente, dont le distributeur est situé à proximité de la station-service.

Le 4/02/2026, l'exploitant a adressé par courriel à l'inspection des installations classées, une fiche d'information concernant cette cuve précisant qu'elle est à double paroi.

Type de suites proposées : Sans suite